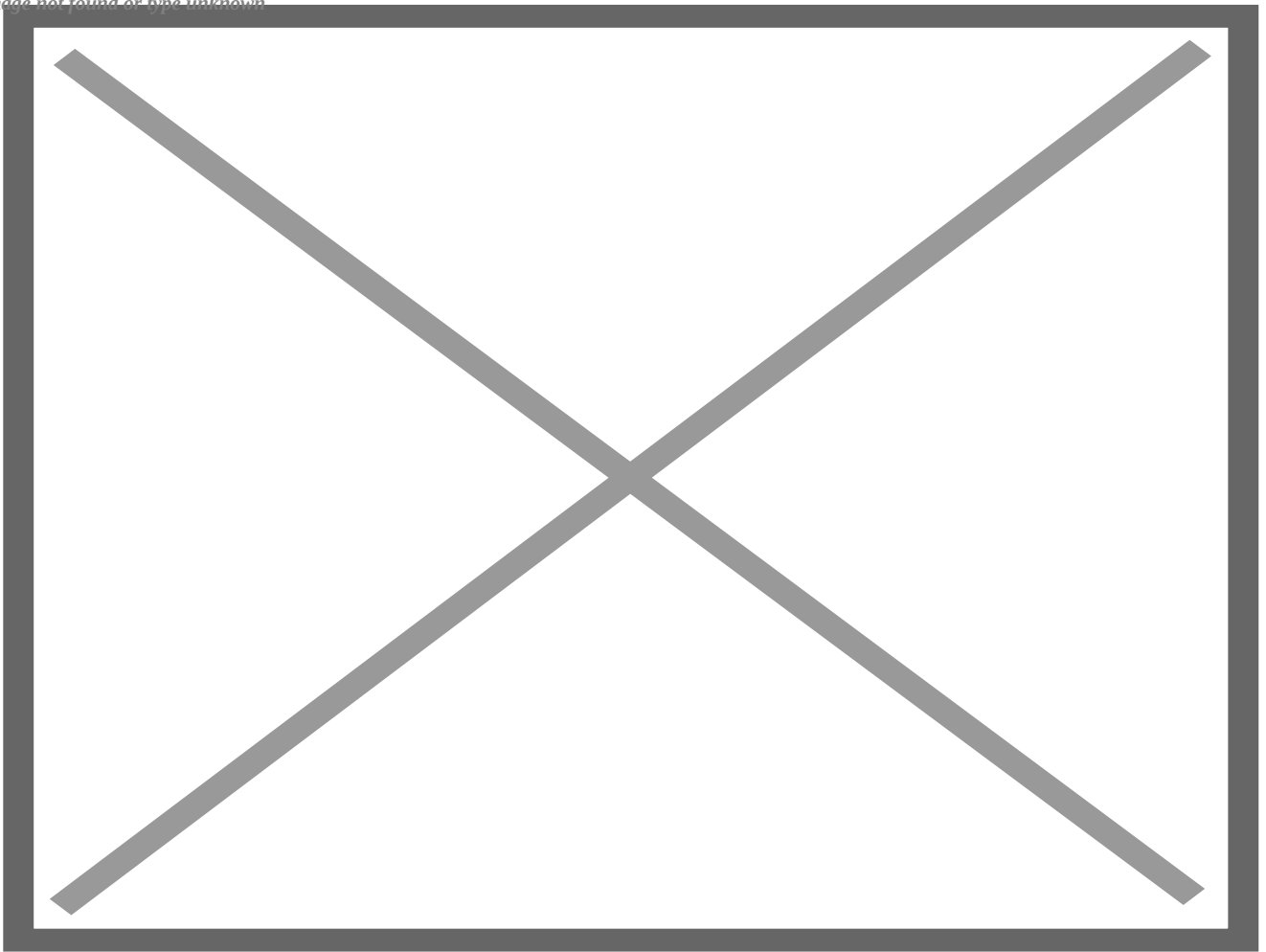


Des observateurs internationaux remettent en question les procédures électorales de Noboa

Image not found or type unknown



La Havane, 16 avril, (RHC)- Le décret de l'état d'urgence avant les élections et la campagne sale et incontrôlée sont quelques-uns des facteurs qui ont interféré dans les élections en Equateur, selon les rapports des observateurs internationaux qui ont néanmoins validé les résultats.

L'Association américaine des juristes (AAJ) a exprimé sa « profonde inquiétude » face aux multiples irrégularités et indices de fraude qui ont entouré le processus électoral du 13 avril en Équateur.

Dans une déclaration publique, cette association ayant une représentation permanente auprès des Nations Unies, a ratifié sa position pour exiger « le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel, de l'État de droit et du respect des principes démocratiques en Équateur ».

De leur côté, les représentants du Parlasur, le Parlement du Mercosur ont exprimé leur préoccupation face à la décision du candidat et président Daniel Noboa de décréter l'état d'urgence dans sept provinces 48 heures avant les élections.

Dans leur rapport, ils soulignent que la mesure a eu un impact sur l'environnement démocratique et sur les droits de participation, pour lesquels ils recommandent une révision des normes nationales sur ce type de décret dans les contextes électoraux.

Le Parlasur a également noté l'existence de campagnes de désinformation numérique visant à interférer dans le processus démocratique avec un possible financement international.

L'Observatoire électoral de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes (Coppal) a, quant à lui, évoqué la nécessité de contrôler l'utilisation des ressources publiques dans un souci de transparence.

Ce mardi, le chef de la mission d'observation de l'UE, Gabriel Mato, et Nacho Sánchez, de la délégation du Parlement européen, ont souligné que la campagne électorale du président équatorien aurait bénéficié de l'utilisation des ressources publiques et de sa décision de ne pas demander de congé sans solde à l'Assemblée nationale.

Gabriel Mato, a pourtant affirmé que ces problèmes ne justifient pas la remise en cause des résultats officiels du Conseil national électoral (CNE).

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/380961-des-observateurs-internationaux-remettent-en-question-les-procedures-electorales-de-noboa>



Radio Habana Cuba